



Les ventes d'armes israéliennes sont en plein essor. Alors pourquoi ses salons consacrés à l'armement n'ont-ils jamais attiré aussi peu de visiteurs ?

Description

Pour contourner les expositions publiques, les fabricants d'armes israéliens utilisent des filiales pour vendre leurs produits à des pays européens, y compris ceux qui s'engagent à respecter un embargo sur les armes en raison du génocide.

Par Sahar Vardi, le 23 février 2026



Participants au salon Defense Tech Expo à Tel Aviv, le 17 février 2026. (Oren Ziv)

Le salon Defense Tech Expo, qui s'est tenu pendant deux jours la semaine dernière dans un centre de congrès à Tel Aviv, a été le plus grand salon consacré à l'armement en Israël depuis le début de la guerre de destruction totale menée à Gaza. Parrainé par Israel Aerospace Industries, il a accueilli des dizaines d'entreprises israéliennes spécialisées dans l'armement et la sécurité venues présenter leurs dernières avancées technologiques à des acheteurs potentiels venus du monde entier.

Accueillies à l'entrée avec du champagne offert, les délégations internationales se sont déplacées entre les différents stands avec leurs traducteurs, surtout pour écouter les

arguments de vente de chaque entreprise. Sur l'un des plus grands stands, organisé par la société Smart Shooter, un adolescent israélien – probablement sur le point d'entrer dans l'armée –, s'amusait avec un fusil, regardant à travers le viseur et s'extasiant devant les promesses de cet engin : abattre des drones, poursuivre des cibles mobiles et transformer chaque soldat en tireur d'élite.

Comme pour mettre en évidence l'absurdité du quotidien en Israël en 2026, l'exposition s'est déroulée dans le même pavillon qui, la veille, accueillait une conférence sur la prise en charge des traumatismes liés à la guerre. Alors que les experts en traumatologie débattaient, le personnel du centre de congrès s'affairait à disposer des missiles et des drones en vue d'une exposition destinée à mieux vendre les armes qui ont rendu cette guerre possible.

Le salon avait quelque chose de paradoxal : alors que les ventes d'armes israéliennes ont bondi de plus de 18 % depuis 2022, l'édition de cette année était nettement plus modeste que celles organisées avant 2023.

À titre de comparaison, la dernière édition de l'ISDEF, le plus grand salon israélien consacré à l'armement, qui s'est tenue en 2022, avait attiré 12 000 visiteurs et des délégations de 36 pays. Les chiffres officiels de l'édition 2023 du salon Defence Tech Expo n'ont pas encore été publiés, mais la salle du centre des congrès qui a hébergé ne peut accueillir que 450 participants. De plus, selon un document interne qui a fuité, les organisateurs semblent avoir eu du mal à réunir les quelque 20 délégations internationales invitées, plusieurs d'entre elles ne s'étant apparemment pas présentées.

En parcourant le salon, force était de constater que les visiteurs et les délégations officielles étrangères étaient nettement moins nombreux, et l'anglais beaucoup moins parlé. La grande majorité des visiteurs étaient des Israéliens, envoyés par des entreprises souhaitant vendre leurs derniers produits ou évaluer la concurrence, mais pas les délégations étrangères chargées des achats publics qui constituaient autrefois le cœur de ces salons.

Comment cela s'explique-t-il au regard de la hausse des ventes d'armes observée ces deux dernières années ?



Visiteurs au stand Smart Shooter lors du salon Defense Tech Expo, à Tel Aviv, le 17 février 2026.
(Oren Ziv)

« Elbit et Rafael ne sont pas du tout présents »

D'une part, une vingtaine de pays ont annoncé l'arrêt ou la restriction de leur commerce d'armes avec Israël. Au cours de l'année écoulée, l'Espagne, le Royaume-Uni et les Philippines ont annulé des accords signés avec des entreprises israéliennes, apparemment sous la pression politique. D'autre part, les exportations israéliennes dans le domaine de la défense sont passées de 12,5 milliards de dollars en 2022 à 14,7 milliards de dollars en 2024, et bien que les chiffres pour 2025 n'aient pas encore été publiés, ce montant

devrait continuer à augmenter.

Selon la base de données sur les exportations militaires et sécuritaires israéliennes (DIMSE), un projet du mouvement antimilitariste israélien New Profile, la majorité de ces exportations (représentant 54 % du total) sont destinées à des pays européens ; pour la seule année dernière, l'Allemagne a signé des accords d'achat de systèmes d'armement israéliens pour un montant de 7 milliards d'euros.

En d'autres termes, alors que les grands salons consacrés à l'armement sont en perte de vitesse et que les visiteurs étrangers se font rares, les ventes d'armes servant au génocide commis à Gaza explosent. Alors qu'Israël est de plus en plus considéré comme un paria et boycotté à travers le monde, la Bourse de Tel Aviv a récemment lancé un nouvel indice regroupant les entreprises israéliennes du secteur de la défense. Quel sens donner à tout cela ?

Un comptable américain travaillant pour des entreprises du secteur de la défense, debout à côté de moi dans la file d'attente à l'entrée du salon, m'a involontairement fourni un indice. « C'est vraiment décevant qu'Elbit et Rafael ne soient pas là », m'a-t-il dit. Et en effet, deux des trois plus grandes entreprises d'armement israéliennes n'avaient pas de stand au plus grand salon de l'armement organisé dans le pays depuis près de quatre ans.

C'est le cœur du problème : les fabricants d'armes israéliens n'ont pas besoin du salon pour vendre leur technologie, et leurs principaux acheteurs ne souhaitent pas s'y montrer. Le commerce des armes avec Israël n'a ni cessé ni diminué ; il a simplement basculé dans la clandestinité.

Cela se reflète non seulement dans l'absence des principaux vendeurs et acheteurs des salons consacrés à l'armement, mais aussi dans la création d'un plus grand nombre de filiales et de partenariats en Europe qui permettent aux pays d'acheter des systèmes d'armement israéliens sur le sol européen à tout en continuant à affirmer à leurs électeurs que les contrats d'armement avec Israël ont été annulés.



Des manifestants à l'intérieur du salon Defense Tech Expo à Tel Aviv, le 17 février 2026. (Oren Ziv)

L'Espagne, qui est à l'avant-garde de l'embargo sur les armes imposé à Israël, a annulé en juin un contrat de 285 millions d'euros pour l'achat de missiles Spike à la société israélienne Rafael. Pourtant, la semaine dernière, il a été annoncé que l'Espagne se procurerait ces missiles auprès d'EuroSpike, une coentreprise entre des sociétés allemandes et israéliennes dans laquelle Rafael détiendrait 20 % des parts. En transférant la production d'armes vers l'Europe, Eurospike permet essentiellement d'élargir les ventes de missiles Spike israéliens (sous leur nouveau nom) aux pays européens.

qui sont tenus de s'approvisionner localement, plutôt que d'acheter des armes israéliennes, ou les deux.

Un autre exemple concerne la Croatie et la Serbie : ces deux pays ont annoncé qu'ils mettraient fin à leurs contrats d'armement avec Israël, mais continuent d'acheter des missiles Spike, et la Croatie continue d'acheter le système d'armes Trophy (également produit par Rafael).

Bien que la plupart des exemples cités ici concernent l'Europe, même la Colombie, leader du « Groupe de La Haye », un bloc de pays appelant à des sanctions claires contre Israël, y compris un embargo total sur les armes, continue d'utiliser la technologie achetée à Cellebrite, la célèbre société israélienne spécialisée dans le piratage de téléphones.

Une demande différente

L'Espagne, la Croatie et la Colombie ne sont pas les seuls pays concernés. À maintes reprises, nous voyons des exemples de pays annonçant l'arrêt du commerce d'armes avec Israël ou l'annulation d'accords, avant de se tourner vers des moyens plus discrets pour obtenir ces armes. Ce constat oblige toute personne activement engagée en faveur d'un embargo sur les armes à destination d'Israël à prêter attention non seulement à ce qui se passe lors des salons consacrés à l'armement, mais aussi en coulisses, et à exiger des comptes aux États qui violent leurs propres décisions.

Dans le même temps, nous devons approfondir notre compréhension de l'économie militaire. Depuis des décennies, l'industrie israélienne de l'armement connaît un essor fulgurant à la suite d'opérations militaires, mais ce n'est pas le seul indicateur pertinent : sa croissance est liée à l'activité de l'ensemble du complexe militaro-industriel mondial.

En février 2022, avec l'invasion russe de l'Ukraine, l'action d'Elbit Systems entame une hausse vigoureuse. Sa prochaine augmentation n'intervient qu'en juin 2024, en plein génocide à Gaza et avant les échanges de missiles entre Israël et l'Iran à une date qui semble sans rapport avec le contexte local. Mais c'est ce mois-là que l'Union européenne a signé son accord d'engagement en matière de sécurité avec l'Ukraine, qui comprenait non seulement la promesse d'armer l'Ukraine, mais aussi d'augmenter considérablement le réarmement européen.

La hausse suivante est produite en mars 2025, lorsque les dirigeants de l'UE ont annoncé le plan « ReArm Europe », puis à nouveau en novembre 2025, lorsque le Conseil de l'UE a annoncé un plan d'incitation à l'investissement dans l'industrie militaire.

Le cours de l'action NextVision, qui fournit des systèmes optiques pour divers drones utilisés à Gaza depuis deux ans (entre autres), affiche une tendance très similaire, avec une nouvelle hausse mi-2025 suite à la décision des membres de l'OTAN de plus que doubler leur objectif de dépenses militaires, pour le porter de 2 à 5 % du PIB d'ici 2035. Celui d'Elbit, qui a bondi de 250 % au cours des deux dernières années, suit une trajectoire similaire.

Dans de nombreux pays à travers le monde, la société civile n'a aussi à persuader ses gouvernements de cesser de vendre des armes à Israël qu'au prix d'efforts considérables, et

seulement dans le contexte d'un génocide en cours. Pourtant, tant que la demande se limitera à ne pas acheter d'armes directement à Israël, les gouvernements trouveront toujours un échappatoire. La demande doit être de cesser d'acheter ces armes purement et simplement.

Le complexe militaro-industriel est un système mondial dans lequel les industries de défense de différents États et les crimes de guerre de leurs armées sont étroitement liés. Il ne sera pas possible de mettre fin aux crimes d'Israël en cessant d'armer et de financer son armée sans avoir une vue d'ensemble.

Sinon, tout ce que nous obtiendrons, ce sont des salons moins importants et moins de délégations de pouvoir spéciales pour les achats, tandis que l'industrie de défense israélienne continuera à générer des milliards en vendant au monde entier des armes utilisées dans le génocide.

Sahar Vardi est une militante antimilitariste israélienne et l'une des fondatrices de la Base de données sur les exportations militaires et de sécurité israéliennes (DIMSE), un projet qui remet en question l'industrie militaire et le commerce des armes d'Israël.

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2026/03/16